

Auchan : la justice annule le plan de licenciements

Le tribunal administratif de Lille a invalidé le PSE du distributeur prévoyant 2 400 suppressions d'emplois. Un camouflet pour la direction, qui fait appel. P. 10



CELINE DUBOIS/LUCAS

« Des sanctions contre Israël sont nécessaires »

Après la reconnaissance de la Palestine par la France à l'ONU, l'ambassadrice Hala Abou Hassira appelle à des mesures pour arrêter le génocide à Gaza. P. 12

MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025 | N° 24283 | 2,90 € | www.humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

L'extrême droite assume son libéralisme pour séduire le Medef, contredisant le vernis social dont elle s'était parée. Un acte d'allégeance en vue de gouverner. P. 2



TAXE ZUCMAN Le RN du côté des patrons

ADELINA

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD





ÉDITORIAL

PAR ROSA
MOUSSAOUI

Cerbères

Dans le quotidien chilien *El Mercurio*, le 12 avril 1981, l'économiste Friedrich Hayek, pape de l'ultralibéralisme, théoricien de « l'État minimal », inspirateur de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, faisait en ces termes l'éloge des politiques économiques du dictateur Augusto Pinochet : « Personnellement, je préfère un dictateur libéral plutôt qu'un gouvernement démocratique manquant de libéralisme. » La loi du profit maximum ne s'embarrasse guère d'états d'âme sur les violations des droits humains et la démolition des libertés individuelles et collectives. Elle s'accorde parfaitement du fascisme.

Partout où elle s'est emparée du pouvoir, l'extrême droite n'a pu le faire qu'avec la complicité des élites capitalistes. Hitler serait probablement resté un misérable agitateur de brasserie s'il n'avait bénéficié, au début des années 1920, de solides appuis parmi les industriels et les gros propriétaires fonciers. L'ascension de Mussolini, vulgaire fauteur de rixes, est l'œuvre d'une grande bourgeoisie affolée par le « péril rouge ». Ces logiques sont toujours opérantes. Donald

Le rôle assigné à l'extrême droite est simple: dissoudre la conscience de classe.

Trump, entrepreneur immobilier véreux converti en bouffon de la télé-réalité, est la créature des milliardaires de la Silicon Valley qui ont fait de lui un pantin appelé à servir les desseins de leur dystopie technofasciste.

Les capitalistes français ne sont pas taillés dans une autre étoffe, eux qui se sont donné comme slogan, dans les années 1930, « plutôt Hitler que le Front populaire ». Et le RN est parfaitement disposé à faire prévaloir les intérêts des ultra-riches. Le grimage social de Marine Le Pen n'en finit plus de se désagréger dans les controverses sur la politique fiscale. L'abstention des députés de son parti, en février, sur la proposition de loi visant à instaurer la modeste taxe Zucman, fut un premier moment de vérité. En temps de crise, le rôle assigné à l'extrême droite est simple : dissoudre la conscience de classe, les aspirations à l'égalité, à la justice sociale, dans la haine de l'autre, de l'étranger, de l'immigré, du « Français de papier », pour mieux diviser le peuple. Le Pen, Bardella, comme tous ceux de leur camp : des Cerbères de l'ordre établi. ■

Comment le RN s'assume en parti des patrons

BUDGET Depuis 2022, la formation de Marine Le Pen revendique son logiciel libéral et retranscrit dans son programme les propositions du Medef. Oubliés la retraite à 60 ans et l'ISF, le Rassemblement national est vent debout contre la taxe Zucman et souhaite réduire drastiquement la fiscalité des entreprises, quitte à sacrifier les services publics.

Quelle mouche a piqué le Rassemblement national (RN) ? Oublié le soutien aux gilets jaunes, le voilà même qui hurle contre les mobilisations sociales de ces derniers jours. Quant au vernis social, c'est à l'heure où s'exprime une puissante aspiration à la justice fiscale dans le pays qu'il craque. Le parti à la flamme est monté frontalement

au créneau contre la taxe Zucman, pourtant approuvée par 86 % des Français, et même 75 % chez ses propres sympathisants... C'est que Jordan Bardella a une stratégie, et s'y tient : il cherche à se faire adouber par le Medef. Cela porte ses fruits. Fin août, tirant le bilan des Rencontres des entrepreneurs de France, le patron des patrons, Patrick Martin, lâche que « ce sont Gabriel Attal, Bruno Retailleau et Jordan Bardella qui se sont montrés les plus conscients des périls que l'on rencontre ». La phrase paraît anodine mais elle symbolise un tournant qui pourrait s'avérer dévastateur pour la démocratie et l'idéal républicain.

Car les grands patrons français ont renoncé à combattre l'extrême droite. Pis, certains y voient désormais une opportunité pour mener la politique économique à laquelle ils aspirent. Y compris les prédécesseurs de Patrick Martin à la tête du Medef. Comme Pierre Gattaz, qui avoue avoir « plus peur de Mélenchon que de Bardella », et Geoffroy Roux de Bézieux, qui juge désormais que « le RN vise juste ». Le même estimait encore en 2022 que le parti d'extrême droite était « dangereux pour le pays ». Si le Medef a appelé à faire barrage à Marine Le Pen en 2022, il ne l'a pas fait en 2024. Une partie du patronat espère

même « une coalition de droite et d'extrême droite qui sortirait le champ politique de l'actuelle situation d'ingouvernabilité », analyse Ugo Palheta, sociologue et auteur de *Comment le fascisme gagne la France* (La Découverte). Avec des électeurs dans toutes les couches de la population, le RN a un atout, selon le chercheur : « Il a toujours eu une base plus large que celle d'Emmanuel Macron. L'étroitesse de la base de ce dernier est un des éléments qui expliquent l'instabilité politique. »

Comment, en à peine trois ans, cette bascule a-t-elle pu s'opérer ? À la sortie de la présidentielle de 2022, la campagne de Marine Le Pen, largement axée, dans le discours, sur le « pouvoir d'achat », est, en interne, autant saluée que mise en doute. Marine Le Pen acte alors sa nouvelle priorité : « Gagner en crédibilité économique. » Une stratégie qui n'est pas nouvelle à l'extrême droite, rappelle Ugo Palheta. « Une fois qu'elles ont conquis une partie suffisante des classes populaires et moyennes, quand les extrêmes droites se rapprochent du pouvoir, elles opèrent un rapprochement avec les classes favorisées et le patronat », rappelle le sociologue. Aujourd'hui, le RN drague les électors LR ou macronistes et courtise l'appui de certains hommes d'affaires.

UN PROGRAMME OÙ TOUT CE QUI POUVAIT ÊTRE PERÇU COMME DE GAUCHE EST GOMMÉ

Une grande opération séduction a été lancée. Un jeu de rencontres, de mots doux et réconfortants, afin que chacun fasse un pas vers l'autre. Convaincre des figures du capitalisme français, mais aussi être vu à leurs



Le président du RN, Jordan Bardella, à l'écoute des patrons lors de l'université d'été du Medef, à Paris, le 28 août. ADNAN FARZAT/NURPHOTO/AFP

côtés pour briser un cordon sanitaire déjà bien effiloché, est un enjeu primordial pour le RN, qui mandate Sébastien Chenu. Le député est ainsi photographié en 2023 aux côtés de Michel-Édouard Leclerc et a noué de nombreux liens, en particulier dans l'agroalimentaire et dans la grande distribution. Le RN fait ensuite fuiter la rencontre entre Henri Proglio, ancien PDG d'EDF, et Marine Le Pen, début 2024. Celle avec Patrick Martin, qui a bien eu lieu quelques semaines avant les dernières législatives, est, elle, restée secrète jusqu'aux révélations du journaliste Laurent Mauduit dans son livre-enquête *Collaborations* (la Découverte).

En parallèle, des signaux sont envoyés. Marine Le Pen publie des tribunes dans *les Échos*, en février 2024, appelant carrément les économistes à « (l')aider » à affronter le « mur de la dette » en bâtissant un programme fondé sur la réduction des « coûts » de l'immigration et de la « fraude sociale ». De son côté, Jordan Bardella a participé à des débats ou auditions à l'initiative de quatre organisations patronales différentes depuis trois ans. Il leur a également adressé un courrier, ce mois-ci, pour les rassurer en vue d'une éventuelle dissolution en prétendant « incarner le véritable garant de la stabilité économique ».

Les contacts sont établis, reste au RN à convaincre. Dans un premier temps en abandonnant quelques épouvantails. Puisque le programme économique du parti à la flamme

avait la réputation d'être « de gauche », ses dirigeants ont vite gommé tout ce qui a pu être perçu de la sorte. Pas grand-chose, en réalité. L'opposition du RN à la réforme des retraites de 2023 n'était que de façade. La retraite à 60 ans défendue avant 2022a été abandonnée. Jordan Bardella le martèle dans ses rencontres avec les entrepreneurs, comme lors d'un déjeuner du mouvement Ethic en avril 2024 lors duquel il précise que « selon notre modèle, un jeune qui entre sur le marché du travail à 25 ans partira naturellement à la retraite à 67 ans ».

Une seule proposition portant sur les salaires est encore d'actualité. Mais elle ne consiste qu'à réduire les cotisations patronales – appelées « charges » – en cas d'augmentation de la paie. « Baisser les cotisations sociales pour augmenter les salariés peut paraître sympathique de prime abord. Mais cela ampute les recettes de la Sécurité sociale : assurance-maladie, retraites. Cela se paie en années de cotisation supplémentaires pour la retraite et en baisse des soins », souligne Dany Lang, membre des Économistes atterrés. Le reste du programme en matière de pouvoir d'achat a été balayé lors de la campagne des législatives de 2024, comme la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, la promesse du maintien des 35 heures ou le rétablissement

Si le Medef a appelé à faire barrage à Marine Le Pen à la présidentielle de 2022, il ne l'a pas fait aux législatives de 2024.

de l'impôt sur la fortune, que les députés RN n'ont pas voté, ensuite, lors de l'examen du budget 2025. À la place, le RN veut continuer à faire illusion en sortant un « IFF » (impôt sur la fortune financière) de son invention, dont l'avantage pour les plus aisés serait d'exonérer les biens professionnels, mais aussi la résidence principale. Recette estimée : 3 milliards d'euros annuels, contre 20 milliards pour la taxe Zucman. Une « mesure de riches et pour les riches », en somme, selon le codirecteur de l'Observatoire de l'économie de la Fondation Jean-Jaurès, Simon-Pierre Sengayrac, et « qui vise à stimuler la spéculation immobilière dans les centres-villes ».

La tendance perçue en juin 2024 se confirme, malgré la défaite au second tour des législatives. Ce projet économique libéral a été renforcé en se tournant quasi exclusivement vers les chefs d'entreprise. L'iconographie d'un document paru en septembre 2024 parle d'elle-même : Marine Le Pen tout sourire aux rencontres du Medef. Le message est clair. Ce « livret entreprises » est présenté comme une « base de travail en vue des prochaines échéances électorales nationales », explique le RN. Les catégories populaires tentées par le vote Le Pen seraient bien inspirées de le lire : rien dans ce livret n'est prévu pour elles. « Comme toujours dans l'histoire, l'extrême droite se ■■■

■■■ *pare d'aspects sociaux, mais fondamentalement, défend les intérêts des plus aisés*», tranche Ugo Palheta.

Dans son livret, le parti d'extrême droite propose 20 % de baisse des impôts de production, la suppression de la contribution foncière des entreprises (qui rapporte 9 milliards d'euros par an), l'exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés (5 milliards d'euros) et la valorisation des crédits d'impôt recherche et innovation, aides perçues principalement par des multinationales, sans aucune contrepartie. « *Le RN ne parle jamais des aides massives aux entreprises* », souligne Dany Lang. Elles sont pourtant chiffrées à 211 milliards d'euros par une commission sénatoriale dont Fabien Gay, sénateur PCF et directeur de *l'Humanité*, était le rapporteur.

Une nouvelle marotte, toute libérale, apparaît également : la suppression massive de normes sociales et environnementales, au nom de la sacro-sainte « simplification ». Le tout en réduisant les contre-pouvoirs avec la proposition de faciliter la création de « syndicats maison » qui seraient affranchis des centrales. Et donc seuls face aux pressions. Une manière de lutter contre la « politisation » des organisations représentatives des travailleurs, assume Jean-Philippe Tanguy.

LE PARTI À LA FLAMME PROPOSE DE SUPPRIMER 2 000 POSTES D'ENSEIGNANT

Le projet Medef-compatible du RN, qui inclut aussi une baisse de la fiscalité pour les gros héritages et veut autoriser les dons de 100 000 euros tous les dix ans au lieu de quinze aujourd'hui, implique donc des baisses importantes de recettes. Pour prétendre être « *le parti le plus raisonnable face à la dette* », comme le clame Jordan Bardella, ces cadeaux fiscaux ont pour corollaire une baisse drastique des dépenses publiques. D'autant que, s'inspirant du voisin allemand, l'extrême droite réfléchit aussi à l'introduction de la « règle d'or » budgétaire, soit le respect des 3 % de PIB de déficit public, dans le droit français.

Le livret entreprises, ainsi que le contre-budget présenté en novembre 2024 et les dernières sorties de Jordan Bardella et Marine Le Pen, donnent un aperçu de ce que ferait l'extrême droite au pouvoir : de l'austérité. « *Plus de 100 milliards d'euros peuvent être économisés en mettant fin à l'immigration d'assistantat, au subventionnement des énergies intermittentes, à l'excès de l'aide publique au développement d'autres pays ou encore au millefeuille administratif ainsi qu'au coût exorbitant de la bureaucratie d'État* », revendique le président du RN dans sa lettre aux entrepreneurs.

Mais sur ces économies, peu d'éléments sont chiffrés. Et quand des détails sont accessibles, ils présagent d'effets délétères. Dans son contre-budget, le parti à la flamme propose par exemple de supprimer 2 000 postes d'enseignant et de diminuer de 23 à 18 % le personnel non enseignant dans l'éducation nationale, alors même que les AESH, psychologues ou infirmières scolaires travaillent déjà dans des conditions dégradées en raison de leur faible effectif.

Fait important : le livret sur les entreprises ainsi que le contre-budget du RN ont été rédigés par Jean-Philippe Tanguy. Soit le plus protectionniste des cadres du parti, quand Jordan Bardella représente la frange la plus néolibérale. C'est dire si ce dernier a pris la main sur la ligne économique officielle du parti, qui pourrait même aller plus loin sans l'influence des derniers partisans de mesures de régulation. Nouvel allié du RN, Éric Ciotti, qui se veut le représentant en France du capitalisme sauvage et déshumanisé des libertariens comme Javier Milei ou Elon Musk, pousse en outre pour que le RN s'engouffre dans cette voie. Prêt à sortir la tronçonneuse contre les services publics et les prestations sociales. Et à cracher au visage d'un électorat populaire que le RN veut plus que jamais berner. ■

FLORENT LE DU AVEC GAËL DE SANTIS

« Ils préparent un capitalisme totalement dérégulé »

Une part grandissante du monde des affaires a décidé de mettre son argent et son entregent au service de l'extrême droite française pour lui permettre de conquérir le pouvoir. Un mariage récurrent dans l'histoire et dangereux pour la démocratie, selon les intervenants d'un débat organisé à l'Agora de la Fête de l'Humanité.

C'est une alliance inquiétante. Ces dernières années, aux États-Unis, en Argentine, en France ou ailleurs, une partie des acteurs du monde économique a décidé de mettre ses ressources au profit de l'extrême droite pour la porter au pouvoir. Par adhésion idéologique ou pur opportunisme. Pour analyser ce mouvement de fond, *l'Humanité* a organisé un débat avec Nathalie Bazire, secrétaire confédérale à la CGT chargée de la lutte contre les idées d'extrême droite, la sociologue Marlène Benquet, Thomas Lemahieu, journaliste à *l'Humanité* et Laurent Mauduit, journaliste, écrivain et cofondateur de Mediapart.

Comment se sont opérés ces rapprochements entre le patronat et l'extrême droite, et comment expliquer cette porosité ?

Laurent Mauduit L'extrême droite n'est jamais arrivée au pouvoir sans l'appui ou le consentement des milieux financiers. Nous nous trouvons de nouveau dans un moment de bascule. Lors des législatives de juillet 2024, pour la première fois depuis 2002, le Medef a refusé de participer au barrage républicain. Jusque-là, le patronat, pour des raisons économiques, s'opposait au FN, puis au RN. C'est fini ! En 2024, on a vu Henri Proglio, ancien patron d'EDF puis de Veolia, s'afficher publiquement avec Marine Le Pen. En

enquêtant, j'ai également découvert que le président du Medef, avant les législatives, avait rencontré secrètement Marine Le Pen. Et il y a tous ces patrons ouvertement d'extrême droite, comme Vincent Bolloré ou Pierre-Édouard Stérin. Mais d'autres, moins médiatisés, comme le groupe Dassault, sont également concernés. Le directeur de la rédaction du *Figaro*, Alexis Brézet, journal dont Dassault est propriétaire, a été la plume du député d'extrême droite Jean-Marie Le Chevallier. Et puis, il y a ceux qui ne s'affichent pas ouvertement à l'extrême droite, mais qui font son jeu, comme Bernard Arnault, la première fortune française, qui soutient massivement Vincent Bolloré par la publicité et avec qui il discute de la vente du *Parisien*.

Thomas Lemahieu Pierre-Édouard Stérin présente une spécificité, désormais bien identifiée, qu'il faut continuer à pointer collectivement, car c'est un travail citoyen, politique et social. Pierre-Édouard Stérin injecte de l'argent dans toutes les strates du pays, dans des observatoires pour influencer le débat public, fabriquer l'opinion en déformant les faits historiques ou en investissant dans l'éducation avec ses écoles privées hors contrat. Tout son argent est mis au service de son idéologie, avec pour objectif de porter l'extrême droite au pouvoir.

« L'extrême droite n'est jamais arrivée au pouvoir sans l'appui ou le consentement des milieux financiers. »

LAURENT MAUDUIT, JOURNALISTE



La Fête de l'Humanité



Marlène Benquet, Thomas Lemahieu (en haut), Laurent Mauduit et Nathalie Bazire.

Marlène Benquet Depuis les années 2000, il n'existe plus de frontières ou de barrières entre les milieux d'affaires, y compris le grand patronat, et une partie de l'extrême droite. Il y a d'abord un patronat de conviction dans certains milieux financiers, notamment dans la finance alternative, la tech, la finance classique, et dans le secteur des énergies fossiles. Ensuite, il y a le patronat de l'industrie et des services, qui adopte un soutien plus « opportuniste ». Ce n'est pas un patronat militant, mais un patronat qui, par opportunisme et prudence, commence à tisser des liens avec l'extrême droite, au cas où elle arriverait au pouvoir.

Nathalie Bazire Après la crise de 1929 et surtout la montée du Front populaire, les grands patrons, très inquiets des revendications des travailleurs, se sont tournés vers les nationalistes. Ces revendications, d'une certaine manière similaires à celles d'aujourd'hui – congés payés, réduction du temps de travail, augmentation des salaires, prise en compte des conditions de travail –, ont poussé le grand patronat à utiliser la peste brune comme un rempart contre le danger « rouge ». On observe un rappro-

chement de plus en plus marqué des syndicats patronaux avec l'extrême droite depuis 2017, et encore plus depuis 2022. Cela suggère une réceptivité croissante du patronat aux idées nationalistes.

Le libertarianisme est-il le point de rencontre entre le libéralisme économique et l'extrême droite ?

Marlène Benquet Il faut se demander ce qu'est le néolibéralisme et pourquoi il change. C'est le moment du capitalisme qui assume qu'il y a moins de protection sociale et que les marchés gèrent l'économie en échange de libertés civiles et civiles à peu près garanties. Il dit aussi aux citoyens que s'ils travaillent vraiment beaucoup, les meilleurs seront récompensés avec un peu de méritocratie. Le libertarianisme autoritaire est une autre manière de gérer le capitalisme : libertarien sur le terrain économique et autoritaire sur le terrain politique. C'est l'idée selon laquelle la liberté d'accumuler et celle du droit de propriété sont une liberté fondatrice de nos sociétés humaines. Elles devraient même primer sur les autres

libertés, y compris démocratiques. Selon cette logique, il faut donc réduire l'État pour qu'il soit le moins redistributif, interventionniste et « obèse » possible pour ne pas empêcher l'accumulation. Il faut donc adjoindre la répression pour empêcher la contestation. Ce libertarianisme autoritaire s'est développé en Argentine avec Javier Milei, au Brésil avec Jair Bolsonaro, aux États-Unis avec Donald Trump ou encore au Royaume-Uni avec Theresa May ou Rishi Sunak. Cette dynamique fait aussi se renouveler l'extrême droite française et rend possible une jonction avec le patronat, lequel se disait jusqu'ici qu'il n'était pas possible de faire des affaires avec le RN et sa ligne « sociale souverainiste ». Tout démarre en 2018, à la fin de la parenthèse Florian Philippot, lorsque Marine Le Pen fait applaudir Steve Bannon, conseiller de Trump, lors de la soirée de fondation du RN. À partir de 2021, on assiste à une forme de division politique du travail avec, d'un côté, Éric Zemmour et Marion Maréchal sur une ligne très pro-business, et de l'autre, le RN avec une ligne plus « sociale ». Mais depuis 2024, l'orientation zemmouriste a été en partie réinternalisée au sein du Rassemblement national.

Laurent Mauduit Chacun connaît la formule d'Albert Camus : « Mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde. » Comme Marlène Benquet, j'ai la conviction que nous nous trouvons à l'aube de l'émergence d'un nouveau type de capitalisme. Seulement, pour moi, le libertarianisme n'est pas autoritaire mais fasciste. Il faut qualifier les choses telles qu'elles sont. Cela fait vingt ans que Peter Thiel, fondateur de PayPal, proche de Donald Trump et ami d'Elon Musk, a écrit dans un blog être arrivé à la conclusion que la liberté était incompatible avec la démocratie. L'un de ses inspirateurs, le blogueur Curtis Yarvin, se demandait à la même époque ce qu'on reprochait aux nazis. Ce sont des propos fascistes ! Le salut hitlérien de Musk vient de loin. Ils préparent un autre monde avec un capitalisme totalement dérégulé qui remet en cause les fondements de la démocratie et de l'État de droit. Ils veulent le capitalisme sans la démocratie. Dans mon enquête, je me suis donc intéressé aux connexions, secrètes ou non, entre les hommes d'affaires et le RN, mais aussi entre les grands patrons français et l'extrême droite américaine. On sent que les premières vagues du capitalisme libertarien arrivent en France, notamment via les cadres dirigeants de la tech française. Particulièrement dans les milieux de la cybersécurité où ceux qui étaient hypermacroniens se sont convertis à l'extrême droite.

Marlène Benquet Le libertarianisme autoritaire est fasciste parce que c'est un mode de gouvernement violent fondé sur la répression des classes populaires et de toutes les minorités, comme sur la défense, quoi qu'il en coûte, des intérêts patronaux. Mais

il se distingue du fascisme tel qu'on l'a connu en Europe qui voulait que toutes les individualités se fondent dans une société complètement homogène dont toute personne différente serait exclue. Là, c'est au contraire un individualisme radical selon lequel chacun est absolument seul sans qu'il y ait de solidarité ni entre les gens ni entre les générations.

En tant que responsable syndicale, Nathalie Bazire, sentez-vous que les travailleurs ont conscience de ces convergences entre les puissances de l'argent et l'extrême droite ?

Nathalie Bazire Il faut réaliser un travail de fond d'éducation populaire. Rappeler qu'ils veulent casser les services publics, qu'ils ne proposent rien pour la Sécurité sociale, qu'ils refusent d'augmenter les cotisations... Nous devons redonner des outils aux travailleurs et travailleuses de ce pays. À la CGT, nous n'avons cessé de rappeler que l'extrême droite est l'amie du capital en plus d'être xénophobe, raciste et homophobe. Parfois, nous avons l'impression d'enfoncer des portes ouvertes mais il faut répéter et encore répéter.

Notre rôle est aussi de donner un nouveau souffle, comme nous avons su le faire en juin 2024. Les organisations politiques ne pourront pas faire sans les organisations syndicales. L'inverse est aussi vrai. Il est minuit moins cinq. Pour gagner contre l'extrême droite, il faut obtenir

« Le grand patronat a déjà utilisé la peste brune comme un rempart contre le danger "rouge". »

NATHALIE BAZIRE, SECRÉTAIRE CONFÉDÉRALE À LA CGT

nir l'abrogation de la réforme des retraites, les revalorisations salariales, l'égalité salariale. Créer des syndicats sur le lieu de travail, c'est un élément clé.

Thomas Lemahieu, comment Pierre-Édouard Stérin et d'autres avancent-ils leurs pions dans la bataille idéologique ?

Thomas Lemahieu Pour Stérin, les choses coïncident. Il a essayé, en juin, de faire un « sommet des libertés » pour mettre en scène une union des droites d'Éric Zemmour, Jordan Bardella, Marine Le Pen à Édouard Philippe. Pour le moment, ils n'arrivent pas à bâtir cette coalition électorale pour être sûrs de gagner. Le « sommet des libertés » a été un fiasco car il n'a finalement rassemblé que l'extrême droite, les promoteurs des cryptomonnaies et les vieux anticommunistes et antisyndicalistes des années 1970, eux aussi financés par Périclès. Pour l'instant, tous ne convergent pas mais le danger est énorme. Ce qui ne les empêche pas d'usurper Gramsci sur l'hégémonie culturelle. Ils ont fait entrer dans le débat public des idées qui étaient, il y a quelques années, insupportables. Il nous faut réduire cette fenêtre d'Overton. Comme le disait Gramsci, la révolution a besoin d'un héroïsme généreux mais surtout d'un travail tenace, minutieux et persévérant. C'est à cela que l'on veut contribuer. ■

DÉBAT ANIMÉ PAR FLORENT LE DU,
RETRANSCRIT PAR EMILIO MESLET ET BRUNO RIETH
PHOTOS NICOLAS CLEUET